

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les services d'enseignement de la direction générale de la jeunesse et des sports sont réorganisés conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — Les établissements énumérés ci-dessous assurent l'enseignement des disciplines et activités ainsi que l'ensemble des recherches se rapportant à l'éducation physique, au sport, à l'éducation populaire et aux colonies de vacances. Ils assurent également la formation et le perfectionnement des cadres :

Un institut national des sports ;
Deux écoles normales supérieures d'éducation physique et sportive (jeunes gens et jeunes filles) ;
Un institut national d'éducation populaire ;
Une école nationale de sports d'hiver et de montagne ;
Quinze centres régionaux d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.

Art. 3. — L'emplacement de ces établissements, ainsi que la circonscription des centres régionaux d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire, seront fixés par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 4. — Le collège national de formation des moniteurs pour la police de Périgueux est supprimé.

Art. 5. — Le centre régional d'éducation physique et sportive de l'académie de Paris est fusionné au 1^{er} octobre 1953 avec l'institut national des sports dont il constituera une section.

Art. 6. — Le vice-président du conseil, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 septembre 1953.

JOSEPH LANIÉE.

Par le président du conseil des ministres :

Le vice-président du conseil,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le ministre de l'intérieur,
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 53-825 du 5 septembre 1953 portant organisation des services extérieurs de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu les décrets du 18 août 1945 portant organisation du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui les ont modifiés ou complétés,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les services extérieurs de la direction générale de la jeunesse et des sports comprennent :

Des établissements d'enseignement nationaux et régionaux, dont la nature et l'emplacement sont fixés par arrêté du ministre de l'éducation nationale ;
Des services académiques ;
Des services départementaux.

Art. 2. — Dans chaque académie, un inspecteur principal est adjoint au recteur pour assurer le fonctionnement du service académique de la jeunesse et des sports.

Dans chaque département, l'inspecteur d'académie est assisté d'un ou de plusieurs inspecteurs de la jeunesse et des sports pour assurer le fonctionnement du service de la jeunesse et des sports.

Les attributions ainsi conférées aux recteurs, aux inspecteurs d'académie et aux inspecteurs principaux et départementaux de la jeunesse et des sports seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 3. — Les directions régionales et les directions départementales de la jeunesse et des sports sont supprimées.

Art. 4. — Le vice-président du conseil, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 septembre 1953.

JOSEPH LANIÉE.

Par le président du conseil des ministres :

Le vice-président du conseil,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Administration centrale.

Par arrêté du 4 septembre 1953, M. Le Goarant de Thomelin, employé de bureau à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, est placé dans la position de service détaché auprès de l'office national de la navigation pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1950.

Aviation civile et commerciale.

Par arrêté du 4 septembre 1953, M. Berne (Marcel) est nommé à l'emploi de secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale à compter du 18 mai 1953.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décrets du 26 août 1953 portant promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 26 août 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 14 août 1953 portant que les promotions du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, sont promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade de commandeur.

MM.

Crescent (Charles-Auguste), inspecteur général des ponts et chaussées. Officier du 21 janvier 1931.

Davezac (Henri-Paul-René), vice-président délégué du syndicat général de la construction électrique. Officier du 21 janvier 1948.

Métral (Albert-Roger-Marc), président du syndicat général des industries mécaniques et transformatrices des métaux. Officier du 23 juillet 1917.

Par décrets du Président de la République en date du 26 août 1953, rendus sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 14 août 1953 portant que les promotions des présents décrets sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, sont promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre exceptionnel :

Au grade d'officier.

MM.

Barlangue (Jean-Gabriel), président de la chambre de commerce de Toulouse. Chevalier du 13 mars 1917. Titres exceptionnels.

Catin (Roger-Joseph-Firmin), délégué général de l'union des industries textiles. Chevalier du 9 août 1948. Titres exceptionnels.